Données de santé en Afrique, l’Agenda de Nairobi veut transformer l’information en action

Compte Test - 2026-11-15 19:30:05 - Vu sur pharmacie.ma

Mieux exploiter les données pour améliorer les soins et orienter les investissements. C’est l’ambition de l’Agenda d’action de Nairobi, adopté le 12 novembre 2026 à l’issue du premier Forum africain des données de santé. Selon l’Organisation mondiale de la santé (OMS), cette rencontre a réuni plus de 300 participants issus de 51 pays, représentant les gouvernements, les partenaires du développement, la recherche et la société civile. Le programme définit huit priorités pour dépasser la seule collecte d’informations et favoriser leur utilisation dans les décisions sanitaires. Il prévoit notamment de renforcer le pilotage national, de mobiliser des financements intérieurs durables, d’améliorer la qualité des données et de connecter les systèmes fragmentés. La formation des professionnels et l’utilisation responsable des technologies numériques et de l’intelligence artificielle figurent également parmi les engagements. Cette mobilisation répond à des insuffisances documentées. Une évaluation menée dans 40 pays de la Région africaine de l’OMS attribue aux systèmes d’information sanitaire un score global de maturité de 59 sur 100. Seuls 43 % des pays évalués déclarent disposer de capacités suffisantes pour analyser les données dans les établissements de santé, et 25 % pour en apprécier la qualité. Ces lacunes peuvent retarder l’identification des besoins et compromettre l’affectation des ressources. Pour traduire les engagements en réalisations, les pays devront intégrer leurs priorités dans leurs stratégies sanitaires et leurs plans d’investissement chiffrés. Un cadre continental de suivi et de responsabilité accompagnera leur mise en œuvre jusqu’en 2030, avec des revues nationales annuelles. Le prochain forum est prévu en 2028. Pour le secteur pharmaceutique, ces orientations ouvrent des perspectives concrètes. Des systèmes capables d’échanger des informations pourraient faciliter le suivi des stocks, la pharmacovigilance, la vaccination et l’identification des besoins territoriaux. Il s’agit toutefois de bénéfices potentiels, qui dépendront des dispositifs effectivement déployés. La réussite de l’Agenda se mesurera donc moins au nombre de plateformes créées qu’à leur utilité pour les populations. Financement, compétences, protection des informations et coordination seront essentiels pour transformer les données disponibles en décisions pertinentes et en soins accessibles.